

## Dossier n° 25 « La désoccidentalisation du monde »

Les études se multiplient pour attester d'un déplacement de la puissance économique, mais également géopolitique et culturel des grandes nations industrielles vers des nouveaux acteurs. La Chine est devenue un sujet d'interrogations et d'inquiétudes. Paraissant animés par une vision dynamique et réaliste des relations internationales, les pays émergents en viennent-ils à remettre à cause le modèle occidental ?

Un nouvel ordre mondial paraît se mettre en place et la question d'une plus forte régionalisation sous forme de grands ensembles homogènes est posée. Celle de la stratégie à mettre en œuvre par l'Occident pour gérer une transition entre *leadership* incontesté et pouvoir concerté reste entière. Comment l'Occident peut-il et doit-il se mobiliser?<sup>1</sup>

### LA REMISE EN CAUSE DU MODELE OCCIDENTAL ?/ par Jean-Michel Severino, ancien Directeur général de l'Agence Française de Développement (AFD)

L'exemple d'un *joint-venture*, dans le domaine du BTP, entre partenaires espagnol et sénégalais permet à Jean-Michel Severino d'illustrer, à titre d'entrée en matière, combien les schémas de pensée habituels des pays occidentaux sont en train de se déconstruire à grande vitesse. Que l'entreprise sénégalaise se soucie en l'espèce de « sauver » son partenaire espagnol renvoie à une forme d'aide publique au développement à l'envers.

(1) Ce dossier a été rédigé sur la base des analyses présentées lors du 25<sup>ème</sup> Rendez-vous de la mondialisation du 7 mars 2012. La présidence de cette séance a été assurée par Christian Lequesne directeur du CERI qui a souligné d'emblée combien, à l'inverse des pays anglo-saxons, la France notamment a du mal à cerner la notion d'Occident. Vincent Chriqui, directeur général du Centre d'analyse stratégique, a prononcé le discours d'ouverture en rappelant les principaux paramètres d'évolution que sont la croissance économique, l'évolution démographique et l'utilisation des ressources naturelles.

Le démarrage des exportations japonaises il y a cinquante ans a contribué à créer un espace économique toujours plus vaste visant à la satisfaction des besoins de l'Occident au meilleur prix. Dans les années 1960, la faiblesse de la croissance économique résultait de taux d'investissement insuffisants en raison d'une épargne trop faible. Pour y remédier deux voies étaient possibles, celle des investissements directs étrangers ou celle des apports de capitaux publics. La croissance fut lente, progressive, caractérisée par des déficits de la balance des paiements. Pour contourner ces difficultés, les pays asiatiques, puis toute une série de pays en développement, ont alors inventé, par le seul biais de la pratique et sans aucune théorisation, un autre modèle basé sur l'exportation. Tout reposait sur la vente de biens industriels et de services, et sur la vente d'une force de travail grâce à l'émigration.

Ce modèle performant a permis la sortie de la pauvreté de millions d'individus. Il n'en connaît pas moins aujourd'hui trois limites. La première tient à l'absence de profondeur des marchés développés. Ce n'est plus actuellement un milliard de personnes mais six qui alimentent les marchés des pays développés et vieillissants. Se superposent à cela les tensions sur les ressources naturelles du fait des transformations environnementales et des évolutions démographiques.

Le deuxième écueil renvoie à l'émergence d'une crise sociale sur fond d'accroissement des inégalités. Construit à l'opposé du modèle capitaliste fordiste où l'offre crée sa propre demande, le modèle des émergents n'a pas besoin d'un marché intérieur. Il a même intérêt à l'effacement de celui-ci, notamment par une politique des taux de change appropriée et par la stagnation des salaires par rapport à l'évolution des gains de compétitivité. Le déséquilibre des structures sociales dans les pays émergents a aussi frappé, dans les pays développés, les salariés les moins qualifiés. L'écart s'y est creusé entre la partie de la population la plus compétitive du point de vue de la mondialisation, la population active mobilisée par des activités de

service, et celle déqualifiée, massivement destinataire des mécanismes de redistribution. Cette lutte générale contre le déclassement dans toutes les sociétés occidentales s'est accompagnée d'une augmentation considérable de l'endettement public et privé, pour contrer l'affaiblissement de la compétitivité.

La troisième difficulté réside dans le surendettement des sociétés occidentales, rendu possible uniquement par la décision des pays émergents de devenir créanciers de leurs clients occidentaux.

La convergence de ces limites est telle qu'une rupture est inévitable. Le dilemme est d'importance pour les pays développés qui doivent s'ajuster à cette nouvelle « économie-monde » mais qui, s'ils s'y résolvent, fera planer un risque de faillite à leurs créanciers. Même décidés « à soutenir l'Occident jusqu'à l'insoutenable », les pays émergents vont être happés par la crise sauf si des scénarios et des stratégies d'évolution émanent d'eux-mêmes.

Le premier scénario repose sur la transformation, à l'initiative des pays émergents, de leur modèle économique tourné vers l'export en un modèle reposant en priorité sur la croissance du marché domestique. Scénario n'ayant pas d'exemple dans l'histoire si ce n'est celui du Japon dans les années 1980, mais dont l'initiative a été stoppée net par la réévaluation du yen réclamée par les Occidentaux. La Chine s'essaie à cela. Rien ne dit qu'elle va forcément y réussir, mais elle peut surprendre. Cela ne se réalisera pas de toute manière dans la décennie à venir au vu de l'ampleur des transformations nécessaires. Le deuxième scénario privilégie la capacité des pays développés à transformer leurs propres systèmes. Plusieurs pistes existent, de la mise en compétitivité au coût du travail, soit tout un agenda de modernisation misant en particulier sur une qualification accrue de la population. Un troisième et dernier scénario s'attache à tracer des perspectives d'évolution des pays hors OCDE aujourd'hui les plus pauvres. S'ils continuent à privilégier le modèle économique orienté vers l'export, des mouvements récessifs sont à craindre. Ils peuvent à l'inverse soit opter pour un modèle fondé sur la croissance domestique, soit devenir des fournisseurs de biens et de services en direction des pays émergents actuels. Ils pourraient alors devenir des recycleurs de capitaux, à l'image

de ce qui s'est passé dans les années soixante-dix avec les pétrodollars, dont l'afflux a changé beaucoup de choses.

L'aide au développement ne doit pas être considérée comme une politique de second rang mais comme un complément aux stratégies de sortie de crise. Il va falloir mettre en place simultanément toute une série de politiques convergeant vers le rétablissement des équilibres. Dans un « monde désoccidentalisé pour leur propre bien », les pays occidentaux pourront alors continuer à bénéficier de l'avantage que constitue le fait d'être déjà riche.

### **APRES L'OCCIDENT, QUEL ORDRE MONDIAL ?/** **par Christophe Jaffrelot directeur de recherche** **CNRS et Pierre Hassner chercheur associé** **Sciences Po**

Passant de l'économie politique aux relations internationales, Christophe Jaffrelot juge le monde beaucoup moins « désoccidentalisé » du point de vue des valeurs politiques que du point de vue des modèles économiques. Les concepts occidentaux perdurent dans l'ordre politique.

La présidence française du G20 a cependant démontré la montée en puissance des pays émergents, qui paraissent aujourd'hui décidés à ce qu'aucune décision internationale ne soit prise sans eux ou à ce que les décisions prises soient conformes à leurs intérêts. Quelques repères historiques mis en exergue par Ch. Jaffrelot balisent le chemin parcouru par les fameux « BRIC » (appellation de 2003) devenus depuis les « BRICS ». Une première réunion en Russie, passée inaperçue en 2009, leur a permis de lancer un « simple » appel à un monde multipolaire. Puis une deuxième réunion au Brésil en 2010 a été consacrée à des discussions géostratégiques où il ne s'agissait pas tant de proposer des solutions que de dire ce qu'il ne fallait pas faire, en l'occurrence prendre des sanctions contre l'Iran. La dimension politique de ces réunions est devenue pleinement évidente avec celle organisée en Chine en 2011, assortie d'une invitation en direction de l'Afrique du Sud. Constituer une des forces non occidentales du monde ou du tiers-monde si on se réfère à un concept plus ancien est désormais le critère d'appartenance au « club ».

Alors même que la résolution de l'ONU sur une intervention en Libye avait été votée, les pays émergents rassemblés dans cette nouvelle configuration ont dénoncé clairement cette initiative l'année dernière. Leur vision du monde est cependant beaucoup moins homogène qu'on pourrait le croire. Certes, il y a de la part des pays émergents une volonté partagée de convertir leur poids économique en puissance politique, dans le contexte de sociétés très polarisées, entre élites fortement mondialisées et une pauvreté de masse qui perdure. Le souhait de déloger l'Occident des positions de pouvoir qu'il occupe encore afin de redessiner l'ordre mondial existant trouve ses racines dans une forme de ressentiment. Est ici à l'œuvre une « capacité de nuisance » destinée à empêcher l'Occident de dominer le jeu quand il le peut encore.

Mais ce qui prédomine plus encore, c'est l'affirmation d'un « souverainisme obsidional » refusant de voir la souveraineté des Etats amoindrie par l'appel à certains principes, comme celui notamment de la « responsabilité de protéger » (RDP), la question des minorités ethniques étant présente dans tous les pays émergents. Les convergences apparentes ne doivent pas occulter l'hétérogénéité des positions, générant autant de « fissures » selon les termes de Ch. Jaffrelot, dans le « bloc » des BRICS. Le 4 février 2012, pour la première fois l'Inde, l'Afrique du Sud et le Brésil, coalition plus ancienne se rencontrant régulièrement depuis 2003 et aimant à se présenter comme l'ensemble des trois plus grandes démocraties sur trois continents, ont accepté le principe d'une intervention en Syrie. Le fait que le projet sur la table provienne de la Ligue arabe n'a peut-être pas été étranger à cette décision. Mais cela démontre qu'à condition de savoir intelligemment avancer ses pions, l'Occident a encore des atouts à faire valoir.

Pierre Hassner fait écho au constat de complexité et d'imprévisibilité engendrées par la mondialisation tel que développé par les précédents orateurs. Une analyse viable doit intégrer les données socioéconomiques et socioculturelles, la question des identités comme des religions, et l'importance des réseaux sociaux. Un paradigme du changement pourrait être non pas « un clash des civilisations » mais un « clash des classes moyennes ». Celles-ci, en grande difficulté dans les pays développés, pourraient également générer une contestation des

systèmes en place depuis l'intérieur des pays émergents, en raison notamment du nombre croissant de diplômés.

Plusieurs conceptions « classiques » des relations internationales continuent à prévaloir. Les libéraux saluent l'intégration d'un pays émergent comme la Chine dans le concert international, qui fera d'elle au fil du changement de ses mœurs politiques un « *stakeholder* » honorable et compétent. S'en distingue la perspective d'une nouvelle polarité « Nord contre Sud » telle que décrite par le professeur d'Harvard Samuel Huntington. Une autre analyse décrit une lutte pour l'hégémonie entre les Etats-Unis et la Chine, assortie d'une multiplication des centres de puissances au niveau mondial. Si bien qu'il ne s'agit plus de parler de « multipolarité » mais d'« a-polarité ». Préférant cette approche, P. Hassner reprend à son compte l'analyse précédente d'une méfiance des pays émergents envers certains principes du droit international dans lesquels ils voient un moyen de prolonger l'impérialisme occidental. Il estime lui aussi que les pays émergents sont très attachés au primat de l'Etat ou de la communauté et non aux concepts de « communauté internationale » et de « gouvernance mondiale ». Il invite à ne pas sous-estimer les conflits entre pays émergents, la « flexibilité » et la « fluidité » de leurs positionnements qui en résultent. P. Hassner note ainsi une récente réunion entre l'Iran, la Turquie et l'Azerbaïdjan, alors que l'Iran et la Turquie s'opposent fortement sur le dossier Syrie. Se référant aux récents travaux de Charles Grant, directeur du *think tank* britannique *Centre for European Reform*, il indique que si la Chine se montre aujourd'hui intéressée par une évolution de la gouvernance économique mondiale, la Russie, elle, maintient une forme de responsabilité partagée sur les questions de sécurité avec les Etats-Unis. Or ce dossier ne rencontre qu'indifférence du côté chinois.

Les conséquences de cette mutation pour l'Occident sont délicates à évaluer. P. Hassner avance l'hypothèse, aux côtés de celle d'une nouvelle forme de guerre froide front à front, d'une recrudescence de l'anarchie. Le passage d'un l'« universalisme européen » à l'« universalisme pluriel » cher au sociologue de Yale, Immanuel Wallerstein, par l'intermédiaire d'un dialogue entre « anciens » et « modernes » ou en prenant appui sur des traditions démocratiques communes (entre Europe et Inde



# RENDEZ-VOUS DE LA MONDIALISATION

regards  
questions  
débat



Les Echos

comme a voulu le démontrer Amartya Sen), reste pour lui une utopie. Cette utopie ne deviendra une réalité qu'au prix de tensions très importantes.

## LA DESOCCIDENTALISATION SANS LA REGIONALISATION/ par Hubert Védrine, ancien ministre des Affaires étrangères

Pour comprendre le processus historique en cours, le vrai repère n'est pas pour Hubert Védrine la chute du Mur de Berlin mais la disparition de l'URSS en 1991. S'en est suivie une période de dix années d'euphorie dans laquelle l'Occident s'est vu maître du monde et s'est remis, à tort, à croire au concept creux de « communauté internationale ». Le long tunnel de « la guerre contre le terrorisme », déclenchée par l'administration américaine sous le président Georges Bush après les événements du 11 septembre 2001, a malheureusement conduit l'Occident à se focaliser sur cette problématique et à occulter le véritable ferment du changement, soit précisément la fin du monopole de la puissance auparavant détenu par l'Occident. Sans une compréhension historique fine, les négociations ne peuvent en être aujourd'hui que plus laborieuses avec les puissances émergentes, ou plutôt ré-émergentes, à l'exception de la Russie qu'H. Védrine refuse de ranger dans la catégorie des « BRICS ». Il estime que le *spleen* d'un Occident pris à contrepied dans un monde qu'il ne contrôle plus explique la « dégénérescence » d'une partie des Républicains américains avec les *Tea Parties*. Une autre erreur selon H. Védrine consiste à croire que les pays émergents forment un ensemble homogène pouvant décider à la place de l'Occident. Ces pays souffrent de handicaps réels, d'autant que la période de croissance à deux chiffres est derrière eux. Ils ne se limitent pas aux cinq que l'on cite toujours mais représentent un groupe bien plus composite de cinquante à soixante membres avec toutes les dissensions entre eux que cela suppose dans une nouvelle forme de « mêlée mondiale ».

H. Védrine pose le constat d'une désoccidentalisation relative dans laquelle les Etats-Unis conserveront une forme, certes atténuée, mais une forme quand même de *leadership*. Le paradoxe se situe dans l'appropriation par les pays émergents des techniques économiques mises en place par l'Occident mais également de ses idées. L'Occident ne peut plus en tirer gloire ou vanité car la démocratie n'est en vérité plus son apanage. La démocratie n'est devenue qu'« une voie parmi

d'autres de la modernité » pour les pays émergents précise H. Védrine, en se référant à leurs critiques des failles, voire de la paralysie du système politique américain en raison du déplaçonnement du financement des campagnes électorales par la Cour Suprême. Il en augure en particulier une influence occidentale quasi nulle vis-à-vis du devenir des révolutions arabes.

Il faut prendre acte de tout cela, sans verser dans la repentance et encore moins dans « l'expiation géopolitique ». H. Védrine récuse toute idée de régionalisation. Si l'Union européenne a accompli de grandes choses, elle n'est pas et n'a jamais été un modèle pour le reste du monde. Il regrette une réponse occidentale insuffisamment solide aux inquiétudes des populations. L'approche « occidentaliste » portée par les néoconservateurs américains est erronée. Elle voit dans l'Occident une entité culturelle menacée par le monde musulman, même quand il n'est pas islamiste, et par le défi chinois. Toute divergence sur le plan diplomatique s'en trouve alors prohibée et une politique étrangère plus autonome, comme celle menée en France sous la Vème République, ne peut être considérée que comme une menace. Une telle vision aggrave le risque d'un affrontement entre civilisations, à éviter à tout prix, et précipite une mise sur la touche de l'Occident.

Les discours de la première année du Président Barack Obama (sa pratique étant celle d'un « centriste habile ») sont pour H. Védrine une feuille de route possible pour les vingt ans à venir. Elle suppose de « réapprendre la carte du monde » et de connaître plus précisément les intérêts particuliers de tel ou tel pays.

Dans toutes les enceintes internationales (G20 et autres) et sur tous les sujets, l'idéal réside dans la recherche d'un consensus entre grands Européens, compatible avec l'agenda américain. Une telle position doit également pouvoir rallier un ou deux des « grands émergents », mais aussi quelques pays émergents de taille plus réduite. Cela empêchera toute coalition de ces derniers. L'Occident n'a pas vocation à leur abandonner purement et simplement le terrain international et la maîtrise de la mondialisation.